

POUR UN NOUVEAU BRETTON WOODS NON AU TRAITÉ EUROPÉEN « SIMPLIFIÉ »

Krach financier, krach social, krach culturel :
aujourd'hui éclate la plus grave crise
mondiale de toute l'histoire contemporaine.

Aujourd'hui, on bafoue le travail humain. Aujourd'hui, on étrangle les producteurs. Aujourd'hui, les spéculations sur les produits agro-alimentaires et l'énergie frappent de plein fouet notre pouvoir d'achat. Aujourd'hui, la pyramide de crédit avec laquelle on a vécu depuis trente ans s'effondre. **Aujourd'hui, il n'y a plus d'avenir au sein du système financier existant.**

Pourtant, personne ne fait rien pour en sortir, rien qui corresponde à la hauteur du défi. Rien de peur de heurter la bourse de New-York – qui a pris le contrôle de la bourse de Paris – rien de peur de heurter la City de Londres, rien de peur qu'un changement mette fin au règne des oligarchies en place, qui sont les propriétaires de la presse française.

Rien ni personne ? Pire que rien ! Nicolas Sarkozy veut faire modifier notre Constitution par le Congrès réuni à Versailles le 4 février, pour ensuite faire voter le **Traité européen simplifié qui nous cadenasse dans le système.**

Ce traité bloque toute tentative de reprise économique en consacrant le règne de l'euro et de la Banque centrale européenne (BCE). Il interdit tant aux institutions européennes qu'aux Etats membres de faire émettre du crédit productif public, au-delà de l'impôt et de l'emprunt, pour financer une politique de grands travaux et de recherche fondamentale. Déjà, la politique de grands travaux de Jacques Delors a été paralysée. Demain, si le Traité passe, cette paralysie deviendra loi. **Nous disons donc « non » à ce traité, moins pour ce qu'il institue que par ce qu'il interdit de faire.**

La procédure adoptée bafoue la volonté du peuple français. Elle prétend défaire par le Parlement le choix exprimé par le peuple. C'est tout simplement inadmissible.

Les textes instituent un transfert de souverainetés dans une cinquantaine de domaines sans qu'en contrepartie il y ait un débat sérieux sur les objectifs de l'Union. C'est se moquer du monde.

La suprématie britannique se trouve consacrée : la Grande-Bretagne non seulement ne participe pas au système euro, mais pourra refuser de s'associer à la coopération judiciaire et policière et, pour elle, la Charte des droits fondamentaux n'aura pas de caractère contraignant. **Ce privilège révèle la mise sous tutelle financière de l'Europe.**

Alors, que faire ? Dire « non » parce qu'on n'est pas d'accord ne suffit pas. **Nous disons non pour relever le vrai défi.**

1) La défense du niveau de vie de tous les salariés et le refus de tout démantèlement des conquêtes sociales.

PAR JACQUES
CHEMINADE

Exigeons des « coupe-feu » contre la hausse du prix des produits de consommation courante, de l'énergie (pour le chauffage ou le travail), des transports et du logement. Cela suppose une rupture avec l'austérité anti-sociale de l'Union européenne et un combat, par des mesures dirigistes, contre les spéculateurs financiers qui sont la cause de la hausse des prix. Ces mesures sont le signe à donner pour créer les conditions de l'offensive.

2) Une offensive contre la mondialisation financière. Pas une simple protestation ou une révolte, mais **l'alternative : un nouvel ordre politique et monétaire international plus juste, un nouveau Bretton Woods mettant fin à l'escroquerie du profit sans création de vraie richesse et au règne du court terme.** De grands travaux pour fonder une reprise de l'économie, en Europe et dans le monde, sont nécessaires. Lorsque l'emprunt et l'impôt ne suffisent plus, il faut émettre du crédit productif public. **Les Etats doivent reprendre le contrôle de l'émission de monnaie-crédit, qu'ils ont abandonné aux banques, aux sociétés d'assurance et à leurs relais. La priorité du long terme et du travail humain doit être rétablie par des Etats citoyens. Il faut en faire la cause de l'Europe,** avec les Etats-Unis de Lyndon LaRouche et de Roosevelt, non de Bush et de Cheney.

Retrouvons la croissance physique, celle des infrastructures, des écoles, des hôpitaux, de la recherche, des services publics et de la production de biens réels, agricoles et industriels. Remplaçons la Banque centrale européenne, soumise aux marchés financiers, par une association de banques nationales qui émettent du crédit d'Etat en faveur de projets communs sous contrôle démocratique des citoyens. **Battons-nous pour une politique européenne et eurasiatique de grands travaux et de technologies de pointe, de l'Atlantique à la mer de Chine, un Pont terrestre eurasiatique créant du développement mutuel pour assurer la paix mondiale et le retour à une culture de la découverte, de la production et de l'emploi qualifié.**

C'est cela le nouveau Bretton Woods, contre la destruction financière. La Banque centrale européenne vient de cracher du cash pour sauver le papier pourri des banques, à un taux inférieur à celui du marché et pour un montant illimité. C'est l'aveu de la gravité de la crise et c'est le contraire de ce qu'il faut faire. **Nous n'avons plus le droit de continuer à vivre comme si nous étions dans un gigantesque jeu vidéo qui détruit la vie en société.**

Notre « non » est porteur d'une autre politique, pas d'une utopie. Aujourd'hui, c'est la condition pour que nous ayons un avenir.

Vous pouvez faire d'ores et déjà trois choses :

1. Prendre rendez-vous avec votre maire, député ou sénateur pour le sensibiliser.
2. Nous écrire pour organiser une réunion avec l'un de nos militants.
3. Réfléchir, avec d'autres, à une grande manifestation.



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche
BP 27 - 92114 Clichy / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80
LYM - Mouvement de jeunes international de Lyndon LaRouche